# CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE FORFAIT HEURES

# INDEFINITE-TERM EMPLOYMENT AGREEMENT HOURLY PACKAGE

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

### BETWEEN THE UNDERSIGNED:

JUMP Technology SAS

Une société par actions simplifiée à associé
unique, au capital social de 1 000 000 euros,
immatriculée au R.C.S de Nanterre sous le

A simplified joint stock company with a
single shareholder, with a share capital of
1.000.000 euros, registered with the Nanterre

situé au Tour Pacific - 11 cours Valmy - 92 977 Paris La Défense Cedex.

190, whose registered office is located at Tour Pacific - 11 cours Valmy - 92 977 Paris La Défense Cedex.

JUMP Technology SAS

Représentée aux fins des présentes par le soussigné, dûment habilité

numéro 341 358 190, dont le siège social est

Represented for the purposes hereof by the undersigned, duly empowered.

commercial registry under number 341 358

Ci-après désignée « la Société »,

Hereafter referred to as "the Company",

#### D'UNE PART.

#### OF THE FIRST PART

### $\mathbf{ET}$

### AND

Nom : OUABOUNE Prénom : Ahmed

Date de naissance : 17/02/2000 Lieu de naissance : TIZNIT (99)

Nationalité : Marocaine

Adresse: 3 rue pierre Taittinger, 51100,

Reims

Surname: OUABOUNE First name: Ahmed

Date of birth: 02/17/2000 Place of birth: TIZNIT (99) Nationality: Moroccan

Address: 3 rue pierre Taittinger, 51100, Reims

Ci-après désigné le « **Salarié** »,

D'AUTRE PART.

Hereafter referred to as the "Employee",

OF THE SECOND PART

### IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

# IT HAS BEEN AGREED TO AS FOLLOWS

La Société engage le Salarié, qui accepte, aux conditions générales prévues par la

The Company hereby employs the Employee who accepts, under the general conditions

Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs Conseils et Sociétés de Conseils (« SYNTEC ») (ci-après la « Convention Collective »), ainsi qu'aux conditions particulières définies ci-après.

provided by the Collective Bargaining Agreement for technical engineering and consultancy firms (so-called "SYNTEC") (hereafter referred to as the "CBA") and under the specific conditions defined hereinafter.

La référence à cette Convention Collective ne l'est qu'à titre d'information et ne constitue pas un élément contractuel du présent contrat de travail, comme le reconnaissent les Parties par la signature du présent contrat de travail.

The Parties agree that the reference to this CBA is made for information purposes only and is not part of the present employment agreement.

# ARTICLE 1 - ATTRIBUTIONS DE FONCTIONS

### ARTICLE 1 - JOB DESCRIPTION

Le Salarié est engagé par la Société en qualité de Financial Consultant avec le statut cadre, position 2.2 coefficient 130.

The Employee is employed by the Company in the capacity of Financial Consultant with executive status, position 2.2 coefficient 130

Dans le cadre des fonctions qui lui sont confiées, le Salarié sera notamment chargé des activités définies par la Description de Fonctions jointe au présent contrat (Annexe 1). In the framework of the duties assigned to her/him, the Employee will in particular be in charge of the duties defined in the Job Description attached to the present agreement (Appendix 1)

La Société pourra ponctuellement confier au Salarié d'autres missions, dans la mesure où celles-ci seront compatibles avec ses qualifications et responsabilités.

The Company reserves the right to assign to the Employee other duties from time to time, provided that such duties are compatible with the Employee's skills and responsibilities.

Le Salarié devra exécuter ses tâches au mieux de ses capacités et devra respecter les politiques et procédures mises en place par la Société, telles que régulièrement actualisées. The Employee shall perform her/his duties to the best of her/his ability and shall abide by all Company's policies and procedures, as amended on a regular basis.

Conformément aux dispositions de l'article L.6315-1 du Code du Travail, le Salarié bénéficiera tous les deux (2) ans d'un entretien professionnel consacré à l'examen de ses perspectives d'évolution professionnelle. In accordance with the provisions of article L. 6315-1 of the French Labor Code, the Employee will benefit every two (2) years from a professional interview related to her/his career evolution.

### ARTICLE 2 - LIBERTE D'ENGAGEMENT

Le Salarié déclare formellement n'être lié à aucune autre société, avoir quitté son précédent employeur libre de tout engagement et n'être actuellement soumis à aucune clause de non-concurrence.

Toute fausse déclaration sur ce point exposerait le Salarié au paiement de dommages-intérêts, notamment en application de l'article L. 1237-3 du Code du Travail.

### **ARTICLE 3 - DUREE DU CONTRAT**

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée à compter du 03/03/2025 sous réserve de l'obtention de l'autorisation de travail requise.

Les quatre (4) premiers mois de travail effectif constitueront une période d'essai, durant laquelle chacune des Parties pourra mettre fin au présent contrat de travail sans indemnité et moyennant le respect du préavis prévu par la loi et la Convention Collective. Cette période d'essai pourra être renouvelée une fois par accord écrit des Parties pour une nouvelle durée maximale de quatre (4) mois.

A compter de l'expiration de cette période d'essai, et sauf en cas de faute grave, de faute lourde ou de force majeure, celle des Parties qui voudra mettre fin au présent contrat de travail devra prévenir l'autre de son intention à cet égard par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'une durée conforme aux dispositions légales ou de la Convention Collective.

# ARTICLE 2 – FREEDOM OF EMPLOYMENT

The Employee formally declares that (s)he is not bound to any other company, that (s)he has left her/his previous employer free from all obligations and that (s)he is not presently subject to any non-competition clause whatsoever.

Any false statement in this respect would subject the Employee to liability for damages, in particular pursuant to Article L. 1237-3 of the French Labor Code.

# ARTICLE 3 - DURATION OF AGREEMENT

The present contract is entered into for an indefinite duration as of 03/03/2025 subject to obtention of the required work permit.

The first four (4) months of actual work shall be considered a trial period, during which either of the Parties may terminate the present employment agreement without indemnities, subject to the notice period provided by law and the CBA. This trial period may be renewed once for an additional maximum period of four (4) months, by written agreement between the Parties.

After the expiration of this trial period, and except in case of gross misconduct, willful misconduct or force majeure, the party who wishes to terminate the present employment agreement must notify the other party by registered letter with return receipt requested, subject to prior notice in accordance with the provisions of the law or the CBA.

### <u>ARTICLE 4 - REMUNERATION</u>

Le Salarié recevra, en rémunération de son activité, un salaire annuel brut de **43500 Euros**, incluant la prime de vacances, qui lui sera payé en douze (12) mensualités, par virement bancaire à l'expiration de chaque période d'un mois.

Le Salarié pourra par ailleurs recevoir pour chaque année, une rémunération variable, dont le montant et l'attribution seront subordonnés à l'atteinte d'objectifs et qui sera calculée selon les modalités définies dans le « Bonus letter », communiqué au Salarié. Ce Plan ne sera applicable qu'à l'année en cours. Il est expressément convenu entre les Parties que, pour les années suivantes, le Salarié ne pourra prétendre au paiement d'une éventuelle rémunération variable que sous réserve qu'un nouveau plan ait été conclu pour l'année en question, et que les conditions définies par ce plan soient remplies.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Société pourra modifier unilatéralement les objectifs du Salarié pour chaque nouvelle année, sous réserve de lui communiquer par écrit ses nouveaux objectifs en début d'année.

L'ensemble des éléments de rémunération susvisés fera l'objet de déductions au titre de la part salariale des cotisations de Sécurité Sociale, de retraite complémentaire et de prévoyance, ainsi que de la C.S.G. et de la C.R.D.S. Par ailleurs, la rémunération imposable en France fera l'objet d'un prélèvement à la source, au taux individuel communiqué par l'administration fiscale à la Société, conformément à la législation française applicable et aux conventions fiscales internationales le cas échéant.

### **ARTICLE 4 - REMUNERATION**

The Employee shall be paid, in remuneration for her/his activity, a gross annual salary of **43500 Euros**, including vacation bonus which will be paid in twelve (12) monthly installments by wire transfer upon the expiration of each monthly period.

The Employee may also be eligible each year to variable compensation, the amount and granting of which will be contingent upon achievement of objectives and which will be calculated according to the modalities provided by the Bonus letter communicated to the Employee. This Plan will only be applicable for the current year. The Parties expressly agree that, for the subsequent years, the Employee will be entitled to variable remuneration only if a new plan is entered into for the relevant year, and subject to compliance with the conditions defined by such plan.

The Parties expressly agree that the Company could unilaterally modify the Employee's targets for each new year, provided that the Employee is informed in writing of her/his new targets at the beginning of the year.

All the elements of remuneration described above shall be subject to deduction of the Employee's share of social security, supplemental retirement, and invalidity and death contributions, and C.S.G. and C.R.D.S. Also, French income tax shall be withheld on remuneration taxable in France, at the individual withholding tax rate provided by the French tax administration to the Company and pursuant to applicable French tax legislation and double tax treaties, if any.

# ARTICLE 5 - LIEU DE TRAVAIL - MOBILITE

Le lieu de travail du Salarié est fixé au siège social de la Société, sis 11, cours Valmy, 92977 Paris la Defense Cedex.

Toutefois, il est expressément convenu et accepté que ce lieu de travail puisse être modifié et que le Salarié pourra être transféré en tout autre lieu en Ile de France, ce qu'il/elle accepte expressément.

En cas de télétravail, afin de protéger la vie privée du Salarié, il est convenu qu'il serait joignable par la Société pendant les plages horaires suivantes : de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi.

En outre, il est expressément convenu et accepté que le Salarié sera amené à effectuer, au titre des missions qui lui seront confiées par la Société, de fréquents déplacements tant en France qu'à l'étranger, et notamment en Europe et au Royaume-Uni.

Les conditions de déplacements se feront conformément à la politique de déplacements professionnels en vigueur dans la Société au moment des déplacements.

### **ARTICLE 6 - EQUIPEMENT**

Le Salarié bénéficiera, à des fins exclusivement professionnelles, de l'équipement nécessaire au bon accomplissement de ses fonctions:

- un ordinateur portable, une souris et un clavier

# <u>ARTICLE 5 - PLACE OF WORK - MOBILITY</u>

The Employee's place of work is at the Company's registered office, located at11, cours Valmy, 92977 Paris la Defense Cedex/

However, it is expressly agreed and accepted that this place of work may be modified and that the Employee may be transferred to any other place in the Parisian Region, which is expressly agreed by the Employee.

If working from home, in order to protect the Employee's private life, it has been agreed that (s)he may be contacted during the following time slots at her/his home: 9 a.m. to 6 p.m. from Monday to Friday.

In addition, it is expressly understood and agreed that the Employee will have to perform, in the framework of the duties assigned to her/him by the Company, frequent travels in France and abroad, and in particular in Europe and the United Kingdom.

Travel conditions and arrangements shall be made in accordance with the Company's policy in force at the time of the travel.

### **ARTICLE 6 - EQUIPMENT**

The Employee will be provided, only for professional-related purposes, with the necessary equipment for the proper performance of her/his functions:

- a laptop computer; mouse and keyboard

Tous ces équipements demeurent la propriété de la Société.

Le Salarié n'est pas autorisé à utiliser ces équipements à des fins personnelles, sauf en cas d'urgence.

Le Salarié s'engage à maintenir ces équipements fournis à des fins professionnelles en bon état de marche et d'entretien.

### **ARTICLE 7 - TEMPS DE TRAVAIL**

En raison de la réelle autonomie dont dispose le Salarié dans l'organisation et la gestion de son temps de travail et la nature de ses missions, le Salarié bénéficie d'un régime hebdomadaire forfaitaire de durée du travail exprimé en heures, dans le cadre de l'accord national concernant la réduction du Temps de Travail dans la branche CICF/SYNTEC du 10 novembre 2000 et du code du travail.

Ainsi, la durée du travail hebdomadaire du Salarié s'élève à 38 heures 30, dans la limite maximale de 218 jours travaillés par an (journée de solidarité incluse), étant entendu que les jours de congés supplémentaires pour ancienneté acquis conventionnellement sont déduits de ce plafond, le cas échéant.

Le Salarié s'engage sur l'honneur à respecter en toutes circonstances le repos minimal quotidien (en principe 11 heures, sauf dérogation), le repos hebdomadaire ainsi que les durées légales maximales journalières et hebdomadaires de travail (respectivement 10 heures et 48 heures, sauf limites différentes fixées par l'accord collectif). The above mentioned equipment will remain the Company's property.

The Employee is not authorized to use such equipment for personal purposes, except in case of emergency.

The Employee undertakes to maintain such equipment provided for professional related purposes, in good working order and state of repair.

### **ARTICLE 7 - WORKING TIME**

In view of the Employee's genuine autonomy in the organization and management of employee or employee working hours and the nature of employee assignments, the Employee benefits from a flat-rate weekly working time expressed in hours, within the framework of the national agreement concerning the reduction of Working Hours in the CICF/SYNTEC branch of November 10, 2000 and the French Labor Code.

Thus, the Employee's weekly working time is 38 hours 30, up to a maximum of 218 days worked per year (including the solidarity day), it being understood that any additional days of leave for seniority acquired under the terms of the collective bargaining agreement are deducted from this ceiling.

The Employee undertakes on honor to respect in all circumstances the minimum daily rest period (in principle 11 hours, unless otherwise stipulated), the weekly rest period and the legal maximum daily and weekly working hours (respectively 10 hours and 48 hours, unless otherwise stipulated by collective agreement).

En contrepartie de cette durée du travail, le Salarié bénéficiera de jours de repos supplémentaires qui seront fixés pour la moitié à l'initiative de le Salarié et pour l'autre moitié à l'initiative de la Société et pris entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année en cours. (Les jours de fermeture client – pour les collaborateurs travaillant sur sites extérieurs - seront décomptés prioritairement sur le compteur employeur si celui-ci est positif.) Les jours RTT seront à prendre par journées ou demi-journées, le choix des dates de ces journées de repos fera l'objet d'une concertation entre les Parties, au même titre que les jours de congé payés. Ils ne pourront être accolés aux jours de congés payés.

Un délai de prévenance de 3 semaines calendaires devra être respecté de part et d'autre préalablement à la fixation des dates de départ.

Les parties signataires de la présente convention conviennent de mettre en place un système de contrôle du temps de travail sur le mode déclaratif, conformément au chapitre 7 de l'accord de branche ci-dessus référencé dont le Salarié reconnaît avoir pris connaissance.

Pour ce faire, le Salarié dispose d'un accès informatique à un logiciel (type ERP) lui permettant de déclarer et de suivre ses demandes de congés, ainsi que de faire le décompte des heures et jours travaillés. Les temps ainsi déclarés sont notamment accessibles au service du personnel. Le Salarié devra impérativement renseigner ses heures et jours travaillés à minima chaque dernier jour travaillé de la semaine ainsi que le dernier jour travaillé de chaque mois.

Au cours de la période où le Salarié ne pourra faire valoir des droits complets à congés payés, les jours correspondants aux droits manquants seront, à sa convenance soit pris In return for these working hours, the Employee will benefit from additional rest days, half of which will be set at the Employee's initiative and half at the Company's initiative, to be taken between January 1st and December 31st of the current year. (Customer closure days - for employees working on external sites - will be deducted in priority from the employer's counter if the latter is positive).

RTT days are to be taken in days or half-days. The choice of dates for these rest days will be agreed between the parties, in the same way as paid vacations. They may not be taken in conjunction with paid vacations.

A period of notice of 3 calendar weeks must be given by both parties before the departure dates are set.

The parties to the present agreement agree to set up a system for monitoring working hours on a declarative basis, in accordance with Chapter 7 of the above-referenced industry agreement, of which the Employee acknowledges having taken cognizance.

To this end, the Employee is provided with computer access to ERP-type software, enabling employee to declare and track employee requests for leave, and to count the number of hours and days worked. The time thus declared is accessible to the HR department. The Employee must enter hours and days worked on at least the last day of each week and the last day of each month.

During the period when the Employee is unable to claim full entitlement to paid leave, the days corresponding to the missing entitlement will, at the Employee's discretion, en congés sans solde, soit travaillés et rémunérés dans le cadre de sa rémunération forfaitaire.

En cas de départ de la société en cours d'exercice, une proratisation sera faite entre le nombre de jours travaillés et le nombre de jours de repos. either be taken as unpaid leave, or worked and remunerated as part of the Employee's flatrate remuneration.

If the employee leaves the company during the year, the number of days worked will be prorated to the number of days of rest.

### ARTICLE 8 - FRAIS PROFESSIONNELS

Les dépenses de voyage, frais d'hôtels, etc., ainsi que toutes les dépenses d'ordre professionnel seront remboursées au Salarié conformément à la politique de remboursement de frais en vigueur dans la Société au moment de l'engagement des dépenses. Le remboursement se fera une fois par mois, sur présentation d'une note de frais accompagnée des documents justificatifs.

### <u>ARTICLE 9 - CONGES PAYES</u>

Le Salarié bénéficiera des congés payés prévus par la loi, dont la période sera déterminée en accord avec la Société, compte tenu des nécessités du service.

Les congés acquis au titre d'une année de référence ne pourront être pris ou reportés audelà du terme de l'année de référence suivante, sauf accord écrit de la Société.

### **ARTICLE 10 - MALADIE**

En cas d'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident, le Salarié devra avertir la Société dès le début du premier jour ouvrable de son incapacité. En outre, le Salarié sera tenue de justifier son absence en adressant ou en faisant remettre un certificat

### **ARTICLE 8 - BUSINESS EXPENSES**

Travel expenses, hotel expenses, etc., as well as all other professional expenses shall be reimbursed to the Employee in compliance with the Company's expense reimbursement policy in force at the time the expenses have been incurred. The reimbursement of such expenses shall be made on a monthly basis, following submission of an expense report substantiated by receipts.

### **ARTICLE 9 - PAID VACATION**

The Employee shall be entitled to paid vacation as provided by law, the period of which shall be determined by agreement with the Company, taking business requirements into account.

All earned and accrued vacation shall be taken no later than the year following the reference year in which it is accrued, except with the Company's written authorization.

### **ARTICLE 10 - SICKNESS**

In case of incapacity to work due to sickness or accident, the Employee shall advise the Company as of the first working day of absence. In addition, the Employee shall be obliged to justify her/his absence by submitting a medical certificate to the

médical à la Société au plus tard dans les 48 heures de son absence.

Le Salarié déclare par la présente qu'il est conscient que pendant la durée du présent contrat, il pourra être amené à se conformer à des visites médicales effectuées par le médecin du travail compétent ou tout autre professionnel de santé dûment habilité, conformément à la législation applicable.

### **ARTICLE 11 - EXCLUSIVITE**

Le Salarié s'engage à consacrer tout son temps de travail et tous ses efforts au profit exclusif de la Société, et ne pourra donc pas exercer une autre activité professionnelle pendant la durée du présent contrat, sauf accord préalable exprès et écrit d'un représentant légal de la Société.

### **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE**

Le Salarié aura connaissance d'informations précieuses détaillées et commerciales concernant de la Société et/ou toute autre société du même groupe. L'utilisation de ce savoir confidentiel n'est pas limitée à un seul pays.

Le Salarié ne pourra pas,

- directement ou indirectement,
- ni pendant la durée de son emploi, ni postérieurement à la rupture de son contrat de travail,
- donner, procurer ou fournir, de quelque manière que ce soit, à une personne, firme, association ou société.

Company, at the latest within 48 hours of her/his absence

The Employee hereby acknowledges that during the present contract (s)he may be required to undergo medical visits performed by the relevant occupational doctor or other duly authorized health professional, in accordance with applicable legislation.

### **ARTICLE 11 - EXCLUSIVITY**

The Employee undertakes to devote all her/his work time and effort to the exclusive benefit of the Company, and he may therefore not exercise any other professional activity throughout the duration of the present contract without the prior written express approval of a legal representative of the Company.

### **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITY**

The Employee will obtain detailed and commercially valuable information relating to the Company and/or any other company of the same group. The use of this confidential knowledge is not restricted to a specific country.

The Employee shall not,

- directly or indirectly,
- either during the period of her/his employment or after the termination of her/his employment agreement,
- give, procure or supply, in any manner whatsoever, to any person, firm, association or company,

- le nom ou l'adresse de l'un quelconque des clients ou fournisseurs (fournisseur direct ou indirect de matières premières, produits ou services) de la Société, ou de toute autre société du même groupe, ou
- le nom ou l'adresse de tout partenaire de recherche et développement de la Société, ou de toute autre société du même groupe, or
- 3. tout secret de la profession ou tout renseignement confidentiel concernant les activités de la Société ou de toute autre société du même groupe, ses clients ou de tout partenaire de recherche et développement ou les membres de leur personnel,

- 1. the name or address of any client, or any supplier (whether a direct or indirect supplier of raw materials, products or services) of the Company, or any other company of the same group, or
- 2. the name or address of any research and development partner of the Company, or any other company of the same group, or
- 3. any trade secret or confidential information concerning the business of the Company or any other company of the same group, its customers, or of any of its research and development partners and its respective personnel,

sauf avec l'autorisation écrite d'un représentant de la Société.

except with the written authorization of a representative of the Company.

# ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

### i. Inventions

Conformément aux dispositions de l'article L. 611-7 du Code de la Propriété Intellectuelle, le Salarié reconnaît que toutes les inventions faites dans le cadre de son contrat de travail stipulant une « mission inventive » qui correspond à aux fonctions réelles du Salarié, ou dans le cadre d'études ou de recherches qui lui sont spécifiquement confiées sont de plein droit la propriété de la Société.

# ARTICLE 13 - INTELLECTUAL PROPERTY

### i. Inventions

In accordance with the provisions of article L. 611-7 of the Intellectual Property Code, the Employee acknowledges that all the inventions made within the context of her/his employment contract, which provides for an "inventive mission" that corresponds to the Employee's actual duties, or, as part of studies or research which have been specifically entrusted to him, belong to the Company as a matter of law.

Le Salarié reconnaît également que pour toutes les autres inventions faites (i) dans l'exécution de ses fonctions, (ii) dans le domaine d'activité de la Société ou (iii) en utilisant un savoir, des technologies ou des moyens propres à la Société, ou des informations procurées par elle, la Société est en droit de se faire attribuer la propriété du brevet protégeant l'invention ou peut décider d'obtenir une licence sur tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention.

Conformément aux dispositions des articles R.611-1 et suivants du Code de la Propriéte (Intellectuelle, le Salarié s' engage a informer rapidement la Sociéte de toute invention réalisée pendant son contrat de travail.

### ii. Droit d'auteur

Le Salarié s'engage à informer la Société, rapidement, dans le détail et par écrit, de toute œuvre qu'il pourrait créer seul ou avec d'autres auteurs dans le cadre de son contrat de travail, et notamment les dessins, marques, logos, croquis, maquettes, modèles, articles, études, rapports, et documents (ci-après les "Œuvres").

En contrepartie d'une somme incluse dans son salaire, le Salarié cède à titre exclusif à la Société l'ensemble de ses droits d'auteur, tels que définis ci-dessous en vue de toute exploitation, que celle- ci soit public ou non, commerciale ou non:

 le droit exclusif de reproduire, notamment en grand nombre de copies, dupliquer, imprimer, enregistrer tout ou partie des Œuvres, par tous moyens, sur tous supports, notamment supports papiers, films, ainsi que tous autres supports The Employee further acknowledges that for all the other inventions created either (i) in the performance of her/his duties, (ii) in the field of activity of the Company, or (iii) by using knowledge or technologies or specific methods of the Company or information acquired by the Company, the Company is entitled to have assigned the ownership of the patent protecting the invention or can decide to obtain a license to all or parts of the rights in the patent protecting the invention.

In accordance with the provisions of articles R. 611-1 and seq. of the Intellectual Property Code, the Employee must promptly inform the Company of any invention made in the course of her/his employment contract.

### ii. Copyrights

The Employee undertakes to disclose to the Company promptly, fully and in writing, any work that the Employee may solely or jointly create, in the performance of her/his employment contract, and notably (but without limitation) drawings, trademarks, logos, sketches, models, designs, articles, studies, reports, documentation (hereafter the "Works").

In consideration of a sum already included in the Employee salary, the Employee hereby assigns exclusively to the Company her/his author rights, as defined below for any exploitation, either public or not, commercial or not:

 the exclusive right to reproduce, in particular in numerous copies, duplicate, print, record all or part of the Works by any means on any media, in particular on paper supports, films, as well as on any media whether analogical, digital (including CD- analogiques, numériques (y compris CD- Rom, CDI, CDV, DVD, DVD Rom, DVD- R et DVD-Ram, DivX, carte mémoire, minidisc, DAT, disque dur, serveur de site web, Intranet, disquette, livre, magazine, phonogramme et vidéogramme) ou optiques et tous autres supports et en tous formats, connus à la date de signature du présent contrat ou non encore connus;

- le droit exclusif d'établir toute version, en langue française et étrangère, et en tout langage informatique, de tout ou partie des Œuvres, et plus généralement, le droit de traduction, d'arrangement, de modification, et le droit d'adapter, de transformer, en tout ou partie, les Œuvres aux fins de tous types d'exploitation;
- le droit exclusif de publier, de diffuser, d'éditer et de rééditer, de commercialiser, de concéder ou céder des droits d'utilisation, de louer, de prêter des reproductions de tout ou partie des Œuvres, le tout à titre onéreux ou gratuit;
- le droit exclusif de représenter tout ou partie des Œuvres, par tous moyens en utilisant tous procédés connus ou inconnus à la date de signature du présent contrat, notamment la diffusion par voie hertzienne, par satellite, par câble, par télédiffusion, par tous moyens et sur tous supports, y compris par Internet, Intranet ou Extranet;
- le droit exclusif de déposer tout ou partie des Œuvres à titre de marque ou de dessins et modèles auprès des autorités compétentes dans le monde entier.

Rom, CDI, CDV, DVD, DVD Rom, DVD-R et DVD-Ram, DivX, memory card, minidisc, DAT, hardware, web site server, Intranet, diskette, book, magazine, phonogram and videogram), or optical, and any other media and in any forms and formats whether known at the execution date of this contract or to be discovered in the future;

- the exclusive right to establish any version, whether in French or in a foreign language, including in any computer language, of all or part of the Works and more generally the rights of translation, arrangement, modification and the right of adaptation, transformation of all or part of the Works in view of any kinds of exploitation;
- the exclusive right to publish, broadcast, edit, or reedit, market, license or assign the right to use, rent, or lend reproductions of all or part of the Works, whether for free or for valuable consideration;
- the exclusive right of representation of all or part of the Works by any means using all processes whether known at the execution date of this contract or to be discovered in the future, including, but not limited to, terrestrial, satellite, cable and television broadcasting, by any means and on any media including Internet, Intranet and Extranet;
- the exclusive right to file whole or part of the Works as trademarks or designs with the competent authorities around the world.

Cette cession intervient au fur et à mesure de la création des Œuvres et vaut pour le monde entier et pour la durée des droits d'auteur, y compris toute prorogation légale, quelle qu'en soit la raison. This assignment occurs as soon as the Works are created and is valid throughout the entire world and for the duration of the copyright, including any legal prorogation for whatever reason.

### (iii) **Logiciels**

Le Salarié s'engage à informer la Société, rapidement, dans le détail et par écrit, de tout logiciel qu'il pourrait créer, seul ou avec d'autres auteurs, dans le cadre de son contrat de travail.

Le Salarié reconnaît que les droits d'auteurs sur les logiciels sont dévolus de plein droit à la Société, conformément à l'article L. 113-9 du Code de la Propriété Intellectuelle.

### iii. Savoir-faire

Le Salarié s'engage à faire connaître rapidement à la Société tout savoir-faire, y compris notamment toutes innovations techniques, découvertes, inventions, modèles, formules, tests, données, procédés, méthodes de production, améliorations, qu'ils soient ou non brevetables, protégeables par le droit d'auteur ou le droit des marques.

Le Salarié reconnaît que ce savoir-faire sera la propriété exclusive de la Société et constitue une information confidentielle couverte par

### (iii) Software

The Employee undertakes to disclose to the Company promptly, fully and in writing, any software program that he may solely or jointly create, in the course of her/his employment contract.

The Employee acknowledges that the copyrights to software programs belong as a matter of law to the Company, pursuant to Article L. 113-9 of the Intellectual Property Code.

### iii. Know-how

The Employee agrees to disclose promptly to the Company any know-how, including without limitation technical innovations, discoveries, inventions, designs, formulae, tests, performance data, processes, production methods, improvements and the like, whether patentable, copyrightable, or subject to trademark.

The Employee agrees that this know-how shall be owned exclusively by the Company and is considered confidential information

l'obligation de confidentialité prévue par le présent contrat.

covered by the confidentiality obligation set forth in the present contract.

### iv. Engagement complémentaire

Le Salarié s'engage également à signer tous documents et à prendre tous les actes complémentaires demandés par la Société afin de donner son plein effet à cette cession, pendant ou après le présent contrat de travail, en particulier, à conclure un contrat de cession spécifique pour chaque Œuvre, dès sa création.

### ARTICLE 14 - NON-SOLLICITATION

Le Salarié s'interdit, pendant une période d'un (1) an à compter de la date de son départ effectif de la Société:

- de proposer un emploi à toute personne qui était, au moment de ce départ effectif ou au cours des douze (12) mois précédents, un salarié de la Société (ou de toute autre société du même groupe), ou de tenter, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de persuader ou d'inciter cette personne à accepter un autre emploi ou à quitter la Société (ou toute autre société du même groupe);
- d'embaucher, ou de faire embaucher par un tiers avec qui le Salarié est en relations d'affaires, toute personne qui était, au moment de ce départ effectif ou au cours des douze (12) mois précédents, un salarié de la Société (ou de toute autre société du même groupe).

### iv. Additional undertakings

The Employee further undertakes to execute all documents and take all additional actions as may be requested by the Company to give full and proper effect to such assignment, whether during or after the term of this employment contract, and particularly to enter into a specific assignment agreement for each Work, as soon as such Work is created.

### <u>ARTICLE 14 - NON-SOLICITATION</u> <u>UNDERTAKING</u>

The Employee undertakes, for a period of one (1) year as from the date of her/his actual departure from the Company:

- not to propose to any person who was, at the time of the Employee's actual departure or during the twelve (12) months preceding her/his departure, an employee of the Company (or of any other company of the same group), or to attempt by any means, directly or indirectly, to persuade or incite this person to accept another employment or to leave the Company (or any other company of the same group);
- not to hire any person who was an employee of the Company (or of any other company of the same group) at the time of the Employee's actual departure or during the twelve (12) months preceding this departure, or to have that person hired by a third party with whom the Employee has business relations.

### ARTICLE 15 - OBLIGATION DE NON-CONCURRENCE

Au cas où le présent contrat viendrait à être rompu par l'une ou l'autre des Parties, pour quelque cause que ce soit, le Salarié s'interdit expressément:

- (i) d'entrer au service d'une entreprise fabriquant ou vendant des produits ou services susceptibles de concurrencer ceux de la Société; et/ou
- (ii) de créer en France pour son propre compte une entreprise du même genre ou de travailler directement ou indirectement dans une autre société, en quelque qualité que ce soit.

A ce titre, le Salarié s'interdit notamment, s'agissant de tout produit ou service susceptible de concurrencer les produits ou services de la Société (ou ceux de toute autre société du même groupe), de

- (i) prospecter la clientèle ou les fournisseurs ou les partenaires de recherche de la Société, ou ceux de toute autre société du même groupe; et
- (ii) traiter avec toute personne physique ou morale qui aurait été le client, fournisseur ou partenaire de recherche de la Société ou de toute autre société du même groupe, et avec lequel le Salarié aura été en relation pendant les douze (12) mois précédant son départ effectif de la Société.

# ARTICLE 15 – NON COMPETITION OBLIGATION

In the event the present agreement is terminated by either of the Parties, for any reason whatsoever, the Employee expressly undertakes not to:

- (i) enter the service of another firm manufacturing or selling products competing with the Company's products or services; and/or
- (ii) create in France for himself a firm of the same type, or to participate directly or indirectly in another firm, in any capacity.

For this purpose, the Employee undertakes, in particular, for any product or service that might compete with the products or services of the Company (or those of any other company of the same group) not to

- (i) visit or contact any clients or suppliers of the Company, or those of any other company of the same group; and
- (ii) deal with any individual or company that was a client or supplier of the Company or of any other company of the same group, with whom the Employee was in contact at any time during the twelve (12) months preceding her/his actual departure from the Company

Il est expressément convenu que cette obligation de non-concurrence est limitée à une période de six (6) mois à compter de la date du départ effectif du Salarié de la Société et au secteur géographique suivant : France, Union Européenne et Royaume-Uni.

It is expressly agreed that this noncompetition obligation is limited to a period of six (6) months as from the date of the Employee's actual departure from the Company and to the following geographic sector: France, the European Union and the United Kingdom.

Pendant toute cette période de nonconcurrence, la Société versera au Salarié une indemnité mensuelle brute égale à 33% de son salaire brut mensuel moyen perçu au cours des douze (12) mois précédents la rupture du contrat de travail, étant entendu que cette indemnité sera assujettie aux contributions sociales. During this period of non-competition, the Employee will receive a monthly gross indemnity corresponding to 33% of her/his gross average monthly salary received over the twelve (12) months preceding the end of the employment agreement, it being understood that this indemnity will be subject to social security contributions.

Il est entendu qu'en toutes circonstances, la Société aura la possibilité soit de réduire la durée de la période d'application de l'obligation de non- concurrence, soit de renoncer à cette dernière, à condition toutefois d'en informer le Salarié.

It is agreed that, in any case, the Company shall be entitled to reduce the duration of the period of application of this non-competition obligation, or to waive this obligation, provided however that it informs the Employee.

Compte tenu de l'extrême sensibilité des connaissances et informations techniques et commerciales auxquelles le Salarié a accès dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre du présent contrat, et de la nature excessivement concurrentielle et sensible des activités de la Société, les Parties conviennent expressément de la nécessité d'une clause de non-concurrence pour protéger les intérêts légitimes de la Société.

Given the extreme sensitiveness of the know-how and technical and commercial information to which the Employee has access in the framework of her/his functions and the extremely competitive nature of the Company's activities, the Parties expressly agree on the necessity of this non-compete obligation in order to protect the Company's legitimate interests.

En outre, le Salarié reconnaît que, compte tenu de sa formation, cette clause ne porte pas atteinte à sa capacité à retrouver un nouvel emploi.

Moreover, the Employee recognizes that, in light of her/his training, this provision does not hinder her/his capacity to find a new position.

### **ARTICLE 16 - CLAUSE PENALE**

Toute infraction aux interdictions stipulées aux articles 11 (exclusivité), 12 confidentialité), 14 (non-sollicitation) et 15 (non-concurrence) ci- dessus sera sanctionnée par le paiement d'une indemnité au moins égale aux rémunérations perçues par le Salarié pendant les six (6) derniers mois de l'existence du présent contrat. Cette somme devra être payée à la Société pour chaque infraction constatée, la Société se réservant le droit de prouver un préjudice supérieur et d'obtenir cessation du trouble et réparation par toutes voies et moyens de droit.

### ARTICLE 17 - RESILIATION DU CONTRAT

En cas de résiliation ou de suspension du présent contrat pour quelque raison que ce soit (démission, licenciement, départ en retraite, congé-maladie, etc.), le Salarié remettra à la Société, lors de son départ de la Société, tout document ou matériel appartenant à la Société.

# ARTICLE 18 - DONNEES PERSONNELLES

Pour des raisons de management et à des fins de bonne administration de ses ressources humaines, la Société collecte et traite des données à caractère personnel concernant le Salarié dans le respect des dispositions légales, pour les nécessités de l'exécution du contrat de travail ainsi que pour les intérêts légitimes notamment poursuivis par la Société et conformément aux documents fournis au Salarié pour l'informer du traitement de ses données à caractère personnel.

La Société s'engage à ne pas traiter les données à caractère personnel du Salarié

### **ARTICLE 16 - PENALTY CLAUSE**

Any violation of the provisions stipulated in articles 11 (exclusivity), 12 (confidentiality), 14 (non-solicitation) and 15 (non-competition) above shall be sanctioned by the payment of an indemnity at least equal to the remuneration received by the Employee during the last six (6) months of the present agreement. This amount should be paid to the Company for each offence, although the Company reserves the right to prove a greater prejudice and to obtain the cessation of the violation and due compensation by all legal means.

# ARTICLE 17 - TERMINATION OF CONTRACT

In case of termination or suspension of the present contract for whatsoever reason (resignation, dismissal, retirement, sick leave, etc.), the Employee shall return to the Company upon her/his leaving the Company any documents or equipment belonging to the Company.

### **ARTICLE 18 - DATA PRIVACY**

For management and human resources purposes, the Company shall collect and process personal data relating to the Employee in particular accordance with applicable legislation, for the purposes of the execution of the employment contract as well as for the legitimate interests pursued by the Company and in accordance with the documents provided to the Employee to inform him of the processing of her/his personal data.

The Company undertakes not to process the employee's personal data for a period longer

pendant une durée excédant celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Le Salarié dispose du droit de demander à la Société l'accès à ses données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée.

Le Salarié dispose également, sous certaines conditions, du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données, et du droit de donner à la Société des instructions concernant l'utilisation de ses données après son décès.

than necessary for the purposes for which they are processed.

The Employee has the right to ask the Company to access her/his personal data, the correction or deletion thereof, or a limitation of the treatment related to the data subject.

The Employee also has, under certain conditions, the right to object to the processing and the right to portability of the data, as well as the right to give the Company instructions concerning the use of her/his data after her/his death.

### ARTICLE 19 - DROIT À L'IMAGE

Le/la Salarié(e) autorise la prise, la diffusion et la publication d'une ou plusieurs image(s) (photographies, films –captation, fixation, enregistrement, numérisation) le représentant dans le(s) cadre(s) énoncé(s) ci-après :

- Trombinoscope du Groupe de société auquel appartient la Société sous format papier ou électronique, diffusé en interne
- Animation du site internet du Groupe de sociétés auquel appartient la Société
- Articles sur la vie du Groupe de sociétés auquel appartient la Société publiés sur internet ou dans la presse spécialisée, sous format papier ou électronique
- Publications commerciales (articles, films) d'entreprise
- Autres usages internes liés à l'identification du Salarié dans les outils utilisés par la Société et son Groupe.

### **ARTICLE 19 – IMAGE RIGHTS**

The Employee authorizes the taking, distribution and publication of one or more images (photographs, films -captation, fixation, recording, digitization) representing him/her in the framework(s) stated below:

- Trombinoscope / directory of the Group of companies to which the Company belongs in paper or electronic format, distributed internally
- Promotion of the website of the Group of companies to which the Company belongs
- Articles on the life of the Group of companies to which the Company belongs published on the Internet or in the specialized press, in paper or electronic format
- Company publications (articles, films)
- Other internal uses linked to the identification of the Employee in the tools used by the Company and its Group.

Dans ce cadre, le/la Salarié(e) transmettra sa photographie numérique à la société ou sera photographié à l'aide d'un appareil photographique numérique afin que son image, associée à son nom, prénom et fonction soit utilisée pour un usage exclusivement professionnel afin d'annoncer son arrivée et de mettre à jour les annuaires de la Société et de son Groupe.

Conformément à la loi « informatiques et libertés », le Salarié détient un libre accès aux données photographiques qui le concernent.

Le Salarié dispose par ailleurs du droit de retrait de son image durant tout le temps de son engagement ou après son départ selon la procédure suivante : demande par mail ayant pour objet « Demande de retrait de mon image » aux adresses mails suivantes : dpo@clearwateranalytics.com en précisant si la demande concerne le retrait de l'image uniquement pour l'usage public et/ou aussi pour l'usage strictement interne de la Société et de son Groupe.

## ARTICLE 20 - LOI APPLICABLE - TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent contrat est soumis à la loi française, tant pour son exécution que pour sa résiliation, et tout litige s'y rapportant sera de la compétence exclusive des tribunaux français.

### **ARTICLE 21 - LANGUE**

La version définitive du présent contrat qui lie les Parties est la version française, la version anglaise de ce contrat n'étant fournie qu'à titre d'information. En cas de contradiction entre les versions française et anglaise, la version française prévaudra.

In this context, the Employee will send his or her digital photograph to the Company, or will be photographed using a digital camera, so that his or her image, together with his/her surname, first name and job title, can be used exclusively for professional purposes, to announce his or her arrival and to update the Company's and its Group's directories.

In accordance with the French Data Protection Act, the Employee has free access to the photographic data concerning him/her.

The Employee also has the right to withdraw his/her image for the duration of his/her employment or after his or her departure, in accordance with the following procedure: request by e-mail with the subject line "Request for withdrawal of my image" to the following e-mail addresses: dpo@clearwateranalytics.com whether the request concerns withdrawal of the image solely for public use and/or also for strictly internal use by the Company and its Group.

# <u>ARTICLE 20 - GOVERNING LAW - COMPETENT COURTS</u>

The present contract is governed by French law, both with respect to its performance and its termination. Any dispute relating hereto shall be subject to the exclusive jurisdiction of the French courts.

### **ARTICLE 21 - LANGUAGE**

The definitive version of the present contract that binds the Parties is the French language version, the English version being provided for information purposes only. In the event of a contradiction between the two versions, the French version shall prevail.

Le / On: 2/23/2025

**La Société** JUMP Technology Madame Alizée BEHILIL HR Leader

— DocuSigned by:
BEHUL Mizer

\_\_012E80E39F2A46C...

Le salarié Monsieur Ahmed OUABOUNE

Signature précédée de la mention lu et approuvé

DocuSigned by:

Almed OUABOUNE

E0B57BD25F3F42E...

Lu at approuvé